



نادي اقتصاد المقاوله بالمغرب

Cercle de l'Économie  
d'Entreprise du Maroc

## RENTREE ECONOMIQUE 2025.26; QUELLES PRIORITES ?

### Introduction au débat

**Pr Ahmed AZIRAR, Economiste, Fondateur du CEREM.**

Le sujet de notre rentrée, porte sur les priorités économiques de la rentrée actuelle 2025.2026. Cette rentrée est déjà entamée en cette fin de septembre et c'est l'heure pour l'Administration de préparer le projet de budget de l'année à venir, en ayant apprécié le pré-bilan de l'année en cours, intériorisé les récentes Directives royales, tiré des enseignements des résultats du RGPH 2024, et écouté les doléances tant populaires que professionnelles insistantes.

Ce sont justement ces priorités qu'il va falloir inscrire dans le projet de loi de finances et leur mobiliser les financements nécessaires, et ce en harmonie avec la logique triennale de la loi cadre des finances et de la stratégie de développement.

Il y a des projets qui doivent continuer comme la protection sociale généralisée, le traitement de la problématique de l'eau et les infrastructures de tous genre en cours de réalisation, sportives, routières, ferroviaires, portuaires, hospitalières, hydrauliques. D'autres nouveaux et importants projets sont à engager en particulier en ligne avec les directives royales concernant les inégalités sociales et territoriales. Sans oublier les dépenses de fonctionnement en hausse, tant en salaires qu'en matériels et, bien entendu, l'inévitable remboursement de la dette intérieure et extérieure.

### **Jetons d'abord un coup d'œil sur l'état des lieux de l'économie en 2025**

#### 1. État des lieux en quelques chiffres :

\*Le contexte mondial bien perturbé, avec un horizon des plus sombres : guerres ouvertes, guerre éco exacerbée et croissance mondiale ralentie, tant en Chine qu'en Europe.

\*Au niveau national ; TC : estimé entre 3,9 (BM) et 4.4 % (HCP), taux appréciable certes mais en dessous de la recommandation du NMD, qui il faut le dire d'emblée, reste dans les tiroirs.

Toujours soutenu par la demande intérieure, la croissance subit l'effet négatif du commerce extérieur vu le déficit chronique.

Derrière la croissance nationale se cache une réalité alarmante : un profond fossé se creuse entre les régions dynamiques et celles qui sont à la traîne, accentuant les inégalités territoriales et sociales : 3 régions (Casa- Rabat – Tanger) s'accaparent 60% du PIB. Le DR du Trône en a fait le centre des directives.

\*Budget : déficit/PIB en amélioration grâce à des ressources ordinaires fiscales et douanières en hausse.

\*Prix : inflation maîtrisée. Mais fortement ressentie par les faibles revenus car le niveau atteint par les prix s'est maintenu à un haut niveau ? alors que les pertes de revenus depuis COVID n'ont pas été rattrapées.

\*Exportations : en progrès. Un œil vigilant sur l'automobile en ballottage dans les marchés d'Europe. L'instabilité géostratégique inquiète, même si le commerce international résiste pour le moment à la géopolitique et aux droits de douane du Président Trump. Le multilatéralisme tangué un peu plus. Deux blocs commerciaux et financiers s'observent et leurs actions sont déroutantes. Le Grand sud et les BRICS+ semblent subir malgré des réactions encore timides.

\* Une bonne nouvelle : une amélioration de notre rang dans l'indice global de l'innovation de l'organisation mondiale de la propriété industrielle. Beaucoup d'efforts restent à faire pour faire de la RDI un moteur de croissance durable.

\*IDE : progression mais nous restons dans le lot des 5 africains. La nouvelle loi n'a pas encore donné les fruits attendus. Les nouvelles offres marocaines en matière d'énergies renouvelables peuvent attirer de nouveaux investisseurs. A souligner, que les EAU ont détrôné la France du 1er rang des investisseurs au Maroc.

\*MRE : la manne des transferts reste vitale. Mais une menace européenne pèse dessus, que BAM tente de contrer.

\*Dette : elle se gonfle continument. Dette intérieure avec son risque de concurrence au secteur privé. Et la dette extérieure avec le risque des pressions et de dépendance des organismes ou des pays étrangers créanciers. La dette reste pour le moment gérable. Mais une nouvelle approche des financements est nécessaire notamment ppp. Levier des fonds souverains. Le marché des capitaux à dynamiser. On se demande pourquoi de grands groupes boudent la BVC. On attend tout de même des introductions bientôt.

Toujours est-il que la dette est dangereuse ou pas en rapport avec ce qu'on en fait (investissements ou simplement fonctionnement ou pire paiement de dettes antérieures). Le déséquilibre entre IES et ADP est source de grands risques (Souvenir des PIGS).

\*Le dirham : une gestion prudente de la flexibilisation du taux de change est engagée depuis quelques années. Elle donne ses fruits. Pourtant quelques voix demandent une accélération du rythme et même une adoption de la totale flottaison du dirham.

A ce propos, on ne peut que rappeler que la force d'une monnaie est à l'image de la puissance de l'économie. On ne peut aller plus fort que la musique. Tout en étant attentif à ce qui se passe à travers le monde, notamment en matière de crypto monnaies.

Ce qui est par contre urgent à débattre c'est la relation entre la politique budgétaire et la politique monétaire. De nouvelles pratiques émergent à travers le monde depuis la dernière crise financière et depuis COVID. La politique monétaire doit avoir une responsabilité en matière de croissance et pas seulement en matière de stabilisation des prix.

Quelques interrogations :

Bien que notre débat porte aujourd'hui sur la conjoncture et la politique économique, il est tentant de poser des questions d'ordre structurel portant sur la stratégie de développement.

-N'est-il pas temps que la phase d'accumulation primitive et secondaire du capital marocain cède la place à une phase de consolidation de la classe moyenne et de l'équilibre régional ?

- N'est-il pas temps que l'économie de rente, sous toutes ses formes, cède la place à l'économie de l'effort et du mérite ?
- L'amélioration de la productivité n'est-elle pas une urgence, surtout par le capital humain ?
- Devrait-on compter sur le ruissellement ? Le football sera-t-il un gouffre financier ou un secteur d'entraînement et de ruissellement ? (BRICS contre PIGS)
- Programmation sous pression des projets : Projet sur projet pour le même objectif dans la même ville ou même quartier : cas de gare centre-ville reconstruite et abandonnée. Cas gare Agdal et Ryad. Alors que le train Oujda Fès, bénéficiaire, roule au gazoil !
- Et puis puisque nous sommes en année électorale, le sursaut et la rationalité budgétaire et de l'équilibre régional ne passent-ils pas par des élections transparentes et propres ?

### L'équilibre régional

Le PLF 2016 devrait être celui de l'amorce du rééquilibrage social et territorial.

Si l'équilibre social passe par l'approfondissement des politiques en cours, le rééquilibrage territorial passe, quant à lui, par de nouvelles politiques publiques qui visent à :

- renforcer la décentralisation-déconcentration en dotant les régions de vrais moyens financiers et humains et à mobiliser efficacement les ressources locales, matérielles et immatérielles,
- désenclaver les territoires par des investissements massifs dans les infrastructures (routes, chemins de fer, numérique). La logique de la régionalisation avancée doit jouer à plein à tous les niveaux (Education, santé, industrie, services...).
- adapter l'éducation et surtout la formation professionnelle aux filières locales porteuses (agro-industrie, tourisme durable, énergies renouvelables)
- soutenir les PME locales et les métiers par un accès facile au crédit, la formation de proximité, de l'accompagnement et des incitations ciblées.

### En conclusion :

Quel budget 2026 à l'heure du fort endettement, des soubresauts géopolitiques persistants, du stress hydrique aigu, de l'exacerbation des inégalités territoriales, du chômage élevé et tenace surtout des jeunes, femmes et diplômés, et des projets urgents à honorer ? Le réalisme veut qu'on tienne compte des capacités réelles du pays. Mais aussi de la gestion de ces ressources, limitées fussent-elles. Aussi, est-il attendu que des innovations soient introduites en matière de :

Nature et gestion des dépenses publiques, au niveau central et territorial ;

Optimisation des ressources publiques, tant fiscales, que de rentabilité du secteur public. L'effort de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale doit se poursuivre, sans pressions injustifiées ;

Nature et affectation de la dette publique. Le système bancaire doit redonner à l'économie une partie des gains réalisées sur les prêts au Trésor ;

La transparence et l'exécution budgétaires doivent être irréprochables. Les bons et transparents comptes font les bonnes politiques.

